

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Un-juge-venezuelien-a-confirme-le-mandat-d-arret-contre-les-chefs-de-la-greve>

Un juge vénézuélien a confirmé le mandat d'arrêt contre les chefs de la grève

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : vendredi 21 février 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

Caracas

Un juge vénézuélien a confirmé jeudi avoir ordonné l'arrestation, pour rébellion, du patron des patrons Carlos Fernandez, déjà interpellé selon des télévisions, ainsi que du leader syndical Carlos Ortega, initiateurs de la grève de deux mois contre le président Hugo Chavez.

« Le tribunal a décidé hier (mercredi) d'ordonner un mandat d'arrêt contre Carlos Fernandez et Carlos Ortega pour les délits de rébellion, trahison à la patrie, incitation à la délinquance, association de délinquants et dévastation », a déclaré à la presse le juge Maikel José Moreno.

Le président de la fédération patronale Fedecamaras a été arrêté mercredi soir dans un restaurant du sud-est de Caracas, selon des chaînes de télévision et ses avocats. L'information n'a pas encore été confirmée de source officielle.

Le magistrat a précisé avoir ordonné à la police politique (DISIP) de procéder à l'interpellation des deux hommes et qu'après leur arrestation les services du procureur disposaient de 48 heures pour les présenter.

MM. Fernandez et Ortega, président de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), la plus puissante centrale syndicale du pays, ont été les initiateurs de la grève menée par l'opposition à M. Chavez du 2 décembre au 2 février, et qui a sévèrement touché le secteur pétrolier.

Carlos Ortega a affirmé, sur la chaîne Globovision, que la décision du juge fait partie d'une « escalade terroriste du régime actuel » contre les personnalités de l'opposition.

Le vice-président de Fedecamaras, Alvis Munoz, a pour sa part qualifié l'arrestation de M. Fernandez de « séquestration », en dénonçant le fait qu'aucun contact n'avait jusqu'à présent été autorisé entre le patron des patrons et sa famille, ni avec ses avocats. « Si le président Carlos Fernandez est responsable d'avoir été impliqué (...) dans la grève (...), on devrait donc envoyer en prison tous les Vénézuéliens, tous les chefs d'entreprise, tous les travailleurs et tous ces gens qui sont sortis défiler et manifester », a déclaré M. Munoz sur Globovision.